

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 Quimper

Quimper, le 07/08/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

### Contexte et constats

Publié sur 

**EARL ROUSVAL**

Pennanc  
29860 Plabennec

Références : -  
Code AIOT : 0052901980

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement EARL ROUSVAL implanté Pennanc 29860 Plabennec. L'inspection a été annoncée le 28/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL ROUSVAL
- Pennanc 29860 Plabennec
- Code AIOT : 0052901980
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL ROUSVAL est autorisée par Arrêté Préfectoral du 20/09/2021 à exploiter, au lieu-dit "Pennanc" à Plabennec, un élevage porcin, comprenant :

- 312 reproducteurs,
- 2901 porcs de plus de 30 kg (porcs de production),
- 34 cochettes non saillies,
- 1600 porcs de moins de 30 kg.

L'exploitant dispose d'un traitement biologique complet des lisiers.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention accident élevage
- Eaux souterraines
- Fuite dans le milieu
- IED-MTD
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Respect des effectifs d'animaux autorisés	Arrêté Préfectoral du 20/09/2021, article 2.3	Demande d'action corrective	6 mois
2	Conformité de l'installation au dossier présenté (ou: au projet autorisé)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	6 mois
14	Défense interne contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
16	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	6 mois
17	Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
18	Tenue du registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	6 mois
19	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Demande d'action corrective	3 mois
24	Mise en œuvre des meilleures techniques disponibles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Intégration paysagère et propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
4	Étanchéité des bâtiments	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Sans objet
5	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
6	Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III	Sans objet
7	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Sans objet
8	Capacités de stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Sans objet
9	Absence de rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
10	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
11	Nettoyage des locaux et prévention des insectes et rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
12	Accessibilité aux services de secours	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
13	Défense externe contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
15	Numéros d'appel d'urgence et consigne de sécurité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
20	Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	cédées (DFA)		
21	Prévention pollution des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/09/2021, article 18.1	Sans objet
22	Gestion des ouvrages de stockage	Arrêté Préfectoral du 20/09/2021, article 20.2	Sans objet
23	Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque de déversement est réduit du fait de la bonne tenue de l'élevage, de la réalisation d'un talus de rétention en contrebas de l'exploitation et de la réalisation des opérations de transfert sous la surveillance de l'exploitant.

L'exploitant devra néanmoins déposer un dossier de mise à jour des conditions d'exploitation (effectifs produits, gestion des déjections...).

Il devra également revoir la protection interne contre l'incendie (extincteurs portatifs), le stockage des petits cadavres avec l'installation d'une enceinte à température négative et la sécurisation de la cuve à fuel reliée au groupe électrogène (rétention ou double paroi).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Respect des effectifs d'animaux autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2021, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté Préfectoral n° 51-2021/AE du 20 septembre 2021 pour un effectif 312 porcs reproducteurs, 2901 porcs de plus de 30 kg (porcs de production), 34 porcs de plus de 30 kg (cochettes non saillies) et 1600 porcs de moins de 30 kg sur le site de « Pennanc » à PLABENNEC. Article 2.3 : La production annuelle de l'élevage porcin est limitée à 8 624 porcs charcutiers.
<b>Constats :</b>  Les effectifs de porcs charcutiers et porcelets produits déclarés dans la Déclaration de Flux d'azote sont quelque peu supérieurs aux effectifs autorisés. Le nombre de truies présentes est quant à lui inférieur. Cependant, la production d'azote globale augmente. L'exploitant explique cette augmentation par une amélioration de la prolificité. Les 700 Kg d'azote produits en plus sont en partie traités dans la station biologique.

<p><u>DFA</u> : 281 porcs reproducteurs, 23 cochettes non saillies, 8 762 porcs charcutiers produits et 9 033 porcelets produits (azote produit : 29 557 Kg).</p> <p><u>Dossier 2021</u> : 312 porcs reproducteurs, 34 cochettes non saillies et 8 624 porcs charcutiers produits et 8 800 porcelets produits (azote produit : 28 848 Kg).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Déposer un dossier de mise à jour des conditions d'exploitation qui devra comprendre la régularisation des effectifs produits.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 2 : Conformité de l'installation au dossier présenté (ou: au projet autorisé)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales : mise en oeuvre du projet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'épandage a connu quelques modifications, à savoir le départ d'un prêteur de terres et son remplacement par un nouveau.</p> <p>Une partie du produit normalisé issu du traitement est exporté vers un haras situé dans le Morbihan.</p> <p>Le volume de lisier entrant dans la station de traitement a augmenté.</p> <p>Le bâtiment « quarantaine » prévu dans le dossier autorisé en 2019 n'a pas été réalisé à ce jour.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Déposer un dossier de mise des conditions d'exploitation auprès des services préfectoraux qui devra comprendre la mise à jour de la gestion des déjections.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 3 : Intégration paysagère et propreté des installations**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales : tenue des abords de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont</p>

aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Les abords sont propres et entretenus. L'ensemble des installations (regards, canalisations...) sont facilement accessibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Étanchéité des bâtiments

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, aux volières, aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.
<b>Constats :</b>  La vérification des murs extérieurs des bâtiments a permis de constater l'absence de suintement ou d'écoulement extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

<p><b>Constats :</b></p> <p>La vérification des ouvrages des stockage a permis de constater l'absence d'écoulement hors des ouvrages.</p> <p>La protection des fosses extérieures contre le risque de chutes est correctement réalisée.</p> <p>Les regards de drains des fosses circulaires ont été vérifiés. Cependant, au vu de la profondeur de certains ouvrages, il n'a pas été possible de contrôler visuellement le fond de chacun des regards. Ceux pour lesquels cela a été possible, ne présentaient pas de traces de déjections animales.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation dispose de peu de canalisations externes aux bâtiments. Aucun défaut d'étanchéité n'a été constaté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Collecte des effluents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Seule la collecte des effluents du bâtiment construit suite à l'arrêté de 2019 a été examinée.</p> <p>Comme l'ensemble des déjections liquides de l'élevage, le lisier est dirigé par gravité dans la fosse de réception (STO6).</p> <p>L'exploitant ouvre une vanne en amont de la fosse avant de vider les salles une par une, en levant un tuyau obturateur.</p> <p>Le lisier est ensuite transféré vers la station de traitement.</p> <p>L'exploitant a une très bonne connaissance des différentes canalisations de son exploitation.</p>



Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 8 : Capacités de stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
<b>Constats :</b>  La capacité de stockage de lisier présentée au dossier de 2019 était estimée à plus d'une année. L'exploitant a indiqué qu'il n'a pas eu de difficultés à gérer les déjections cet hiver, malgré la forte pluviosité. Le calcul des capacités de stockages devra néanmoins être mis à jour lors de dépôt du prochain dossier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Absence de rejets directs d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
<b>Constats :</b>  Aucun écoulement vers le milieu n'a été constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Collecte des eaux de pluie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
<b>Constats :</b>

<p>Les eaux pluviales des toitures sont toutes canalisées vers un regard situé en contrebas de l'exploitation.</p> <p>La canalisation qui dirige ensuite les eaux de pluie vers le milieu naturel est équipée d'une vanne, située dans le regard, qui permet de stopper l'évacuation vers le milieu en cas d'incident. Le système d'évacuation des eaux pluviales, bien que complexe, est équipé de plusieurs sécurités et bien maîtrisé par l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Nettoyage des locaux et prévention des insectes et rongeurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions : tenue des locaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La lutte contre les rongeurs est réalisée par la société APA. Trois à quatre passages sont prévus par an. Le dernier a eu lieu le 26 mai 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Accessibilité aux services de secours**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'accès au site permet l'intervention des services de secours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Défense externe conte l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a installé une poche de 60 m <sup>3</sup> de l'élevage. Elle vient en complément du poteau incendie situé à environ 250 mètres des bâtiments. Ce dispositif a été validé par le SDIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Défense interne conte l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b>  L'exploitation dispose actuellement de plusieurs extincteurs, situés dans la partie haute de l'élevage. Il déclare qu'ils n'ont pas été vérifiés récemment.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Faire vérifier ou remplacer les extincteurs et adapter la protection interne aux risques à combattre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 15 : Numéros d'appel d'urgence et consigne de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
<b>Constats :</b>  Les consignes de sécurité sont affichées à trois endroits : maternité, local machine à soupe et quai d'embarquement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Installations électriques et techniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b>  En temps normal, des salariés sont employés sur l'exploitation. Le contrôle des installations électriques doit donc être réalisé tous les ans. L'exploitant nous a présenté un compte-rendu de contrôle électrique réalisé par la société Veritas en date du 29 mars 2023. Le site d'exploitation n'est pas équipé de stockage de gaz.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Réaliser le contrôle des installations électriques pour le 31 décembre 2024.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 17 : Stockage des produits dangereux (rétention et sécurité)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de deux cuves à fuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une pour les tracteurs qui est équipée d'une double paroi,</li> <li>- une cuve reliée au groupe électrogène qui n'est pas équipée d'une double paroi et ne dispose pas de rétention.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Installer une rétention pour la cuve reliée au groupe électrogène ou la remplacer par une cuve équipée d'une double paroi.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 18 : Tenue du registre des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un DUERP dans lequel figure un plan du site matérialisant les zones à risques mais qui ne prend pas en compte les dernières évolutions réglementaires.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Mettre à jour le document unique en recensant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les quantités maximales de matières combustibles et les matières dangereuses susceptibles d'être stockées au sein de l'installation,</li> <li>- les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques et ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante,</li> <li>- les parties de l'installation susceptibles de prendre feu en raison de la présence de gaz, de liquides inflammables ou d'engrais solides.</li> </ul> <p>L'ensemble de ces informations devront être reportées sur un plan de l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 19 : Stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul</p>

usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant évacue les déchets de soins vétérinaires par le biais de filières agréées (Acomex). Concernant la gestion des cadavres de grandes tailles, l'exploitant dispose d'un bac d'équarrissage. Par contre, il déclare ne plus être équipé d'une enceinte à température négative pour les petits cadavres.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Installer un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné aux petits cadavres.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 20 : Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse : DFA
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé sa déclaration annuelle des flux d'azote pour la campagne culturale 2022-2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Prévention pollution des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2021, article 18.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Forage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie sont prélevés au niveau du forage. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. (...) Les

installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées. La périodicité des relevés des consommations d'eau est adaptée à l'activité de l'élevage et à la consommation prévue (minimum une fois par mois, au delà de 100m <sup>3</sup> /jour un relevé hebdomadaire est demandé) et le résultat doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les données étant conservées pendant 3 ans. L'exploitation du forage existant situé sur le site de Pennanc, commune de PLABENNEC. à moins de 35 mètres des bâtiments et annexes d'élevages existants est maintenue. L'exploitant doit réaliser annuellement une analyse des paramètres bactériologiques et chimiques (E. coli, Coli. totaux, Strepto. totaux et chimique avec recherche ammoniacale, nitrates, nitrites, fer, chlorures), sur l'eau brute provenant du forage
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le forage est situé à moins de 35 mètres d'annexes d'élevage. Il surplombe l'ensemble de l'installation et est éloigné des potentielles sources de pollution.</p> <p>L'ouvrage est protégé par une buse munie d'un couvercle recouvert d'un poids limitant l'accès à la tête.</p> <p>La surface au sol est imperméable.</p> <p>Un caniveau permet d'éviter tout ruissellement à proximité de l'ouvrage.</p> <p>Les abords sont propres.</p> <p>Le forage est équipé d'un compteur totalisateur. L'exploitant relève régulièrement le compteur et tient un registre dédié.</p> <p>La pompe est munie d'un clapet anti-retour.</p> <p>L'élevage a également accès au réseau public. Les deux réseaux sont disconnectés.</p> <p>La dernière analyse d'eau sur les paramètres bactériologiques et chimiques a été réalisée en décembre 2023. Aucune contamination bactériologique n'a été détectée. Le taux de nitrates a été mesuré à 53,8 mg/l (en baisse par rapport à celle du 24/09/2019 - 73 mg/l).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 22 : Gestion des ouvrages de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/09/2021, article 20.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...) L'exploitant est tenu d'ériger le talus de rétention en contrebas de l'élevage , avant la mise en service de l'extension. La continuité du talus est entretenue sur toute sa longueur et l'étanchéité de l'ouvrage doit permettre une percolation lente des eaux pluviales mais une rétention suffisamment longue des effluents en cas de fuite accidentelle pour permettre leur récupération.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le talus a été réalisé comme prescrit dans l'arrêté de 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 23 : Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED
<b>Prescription contrôlée :</b>  "L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. "
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé sa déclaration des émissions polluantes sur le site dédié pour l'année 2023. Elle comprend le BRS et le module Gerep.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 24 : Mise en œuvre des meilleures techniques disponibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED
<b>Prescription contrôlée :</b>  "II.-Au plus tard le 21 février 2021, l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées."
<b>Constats :</b>  La mise en place des meilleures techniques disponible (MTD) suivantes a été vérifiée : <u>MTD 16</u> - Couverture des fosses : Les fosses suivantes sont couvertes : - STO6 (fosse de réception), - STO2 (stockage de lisier centrifugé), - STO7 (stockage de lisier centrifugé), - STO3 (fosse tampon amont), - STO4 (fosse tampon aval). Les couvertures des fosses STO2 et STO6 ont été endommagées par la tempête CIARAN (portes arrachées). Les démarches auprès des assurances sont en cours afin de les remplacer. <u>MTD 28</u> - Suivi des systèmes d'épuration de l'air : Le bâtiment P22-P23 est bien équipé d'un laveur d'air qui est en fonctionnement. L'exploitant n'a pas mis en place de système de suivi.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Mettre en place un système de suivi du laveur d'air.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois